

29^e CONGRÈS NATIONAL DE CHIRURGIE PÉDIATRIQUE À SÉTIF 26 000 à 30 000 bébés meurent chaque année

Le service de chirurgie pédiatrique du CHU de Sétif a organisé, en fin de semaine, au niveau de la faculté de médecine, le 29^e congrès national de chirurgie pédiatrique, qui a eu pour thème «les urgences chirurgicales digestives néonatales».

L'objectif de cette manifestation scientifique est, selon le P^r Zineddine Soualili, président du comité d'organisation, chef du service de chirurgie pédiatrique du CHU de Sétif, de «sensibiliser tous les confrères agissant dans les spécialités ayant une relation avec la santé de l'enfant, dont la pédiatrie, la chirurgie pédiatrique, et les spécialistes en néonatalogie afin de faire baisser le taux de mortalité périnatale qui est la première cause de mortalité en Algérie après le cancer.

Nous enregistrons chaque année en Algérie entre 26 000 et 30 000 décès de nourrissons.

«A travers cette journée, nous lançons un appel aux pouvoirs publics pour doter nos structures, notamment les services de chirurgie pédiatrique en moyens humains qualifiés et en matériels adéquats et économiquement abordables», dira-t-il

Notons qu'un riche programme a été concocté pour les participants venus des quatre coins du pays. «L'embryogenèse du tube digestif», «Les malformations congénitales», «Le diagnostic anténatal» et «La chirurgie des séquelles» ont été les thèmes retenus pour la première séance. Par ailleurs, des spécialistes de la

clinique chirurgicale infantile d'Oran et des CHU de Constantine, Sidi Bel Abbès et Sétif ont présenté leurs expériences respectives dans la prise en charge de l'atrésie de l'œsophage.

Des spécialistes du CHU Mustapha-Pacha (Alger) ont traité les perforations digestives et la péritonite appendiculaire du nouveau-né. Des praticiens du CHU de Constantine ont, quant à eux, parlé des perforations gastriques idiopathiques du nouveau-né.

Une équipe de chirurgiens de Sétif a présenté une communication relative aux causes inhabituelles d'occlusion néonatale, suivie d'un exposé sur l'expérience de la prise en charge des malformations anorectales. Il est à noter qu'un prix d'encouragement a été attribué à la plus jeune communi-

cante du congrès, un médecin du CHU de Sétif, pour un avoir rapporté l'expérience du CHU d'Oran dans le domaine de la prise en charge de l'atrésie de l'œsophage.

«Les pathologies chirurgicales digestives néonatales sont des affections le plus souvent congénitales et constituent de ce fait un sous-ensemble des malformations congénitales.

Certaines d'entre elles, comme l'atrésie de l'œsophage et l'imperforation anale, sont de diagnostic facile et sont décelées ou soupçonnées lors de l'examen clinique minutieux du nouveau-né en salle d'accouchement s'il a lieu. D'autres, de révélation plus tardive (occlusion intestinale), se manifestent par des signes cliniques et radiographiques le plus souvent caractéristiques. Les progrès de la technologie médicale permettent

de nos jours de déceler ou soupçonner ces pathologies en anténatal permettant ainsi de programmer et d'assurer une prise en charge adéquate à la naissance.

Tous les segments du tube digestif peuvent être concernés par ces pathologies à des degrés divers, l'estomac étant le moins touché. Toute méconnaissance ou erreur de diagnostic de ces pathologies chirurgicales peut compromettre dangereusement la vie du nouveau-né, si fragile.

La connaissance, la détection précoce et la prise en charge adéquate de ces pathologies du nouveau-né sont impératives si l'on veut diminuer la mortalité néonatale et donner une chance de survie à ces enfants», a conclu le P^r Soualili

Imed Sellami

ORAN Clôture de l'ERA 2011

Le deuxième Salon des énergies renouvelables, qui s'est tenu du 19 au 21 octobre au Palais des expositions d'Oran, est venu renforcer en quelque sorte, les nouvelles orientations en matière de développement des énergies renouvelables dans notre pays.

L'importance des hydrocarbures, que certains qualifient de malheur pour l'Algérie, a fait que la question des énergies renouvelables et de leur développement n'a été posée concrètement que durant ces dernières années.

La stratégie développée par les pouvoirs publics dont les grandes lignes évoquent plusieurs étapes jusqu'à l'orée 2020, était sous-tendue souvent lors de ce salon.

Ainsi, autour des exposants et durant certaines conférences, plusieurs éléments sont venus étayer cette stratégie portée pour l'heure essentiellement par les pouvoirs publics et autres orga-

nismes et agences nationales comme nous avons pu le constater.

Désormais, de nombreux projets publics devront impérativement intégrer les énergies renouvelables comme le solaire, notamment, dans les phases de conception et réalisation.

Il en est ainsi pour la quarantaine de stations d'épuration qui sont programmées pour le quinquennat en cours, c'est du moins ce qui a été affirmé par la représentante de l'Office national d'assainissement (ONA).

Ces futures stations de traitement des eaux usées devront être alimentées par énergie solaire afin de limiter d'une part la facture de consommations énergétique et ensuite concrétiser le principe de développement durable.

D'ailleurs, les futurs soumissionnaires pour la réalisation de certaines de ces stations devront satisfaire aux cahiers des charges qui stipuleront le recours aux installations d'énergies solaire et voltaïque dans le fonctionnement des stations.

Cette nouvelle donne permettra également de développer une véritable industrie de l'énergie solaire intégrée au maximum en Algérie, puisque l'on parle d'un taux d'intégration de 80% en 2020.

En plus des stations des eaux usées, d'autres projets vont devoir être revus sous ce nouveau prisme comme c'est le cas pour la nouvelle aérogare d'Oran, ou encore le programme de logement rural.

C'est aussi pour cela que des industriels algériens ont également choisi d'annoncer, lors de ce deuxième Salon des énergies renouvelables, la création prochaine d'une association des industriels des panneaux photovoltaïques.

Mais l'un des volets qui doit être encore développé et sans lequel rien ne pourra se faire, est celui de la formation et du savoir-faire comme souligné par nombre d'exposants, qui nous font remarquer «qu'il faut développer l'industrie de l'énergie solaire dans notre pays oui mais certainement pas en se contentant de tout importer !».

Fayçal M.

RECRUTÉS À TEMPS PARTIEL DEPUIS 2007

110 vacataires de l'EPH M'chedallah réclament leur intégration

Les vacataires travaillant en tant qu'agents d'entretien, de sécurité et de gardiennage ou au niveau de l'administration vivent le calvaire puisque le salaire qu'ils percevaient pour les 5 heures de temps partiel ne suffit plus pour subvenir aux besoins de leurs familles.

Recrutés dans le cadre du décret présidentiel n°07-308 du 29 septembre 2007 fixant les modalités de recrutement des agents contractuels, leurs droits et obligations, les éléments constitutifs de leur rémunération, les règles relatives à leur gestion ainsi que le régime disciplinaire qui leur est applicable, 110 vacataires à temps partiel (5 heures par jour) et payés à l'heure, travaillant au niveau de l'EPH M'chedallah interpellent le wali de Bouira pour intercéder en leur faveur pour leur intégration en tant que perma-

nents dans le corps des agents contractuels, à temps plein.

Et pour se faire entendre, ces vacataires ont eu un soutien de poids, celui de la section locale UGTA de l'EPH M'chedallah.

D'ailleurs, c'est lors d'une réunion tenue le 26 septembre dernier par la section locale que les vacataires, conviés à celle-ci, avaient exposé leurs doléances aux présents.

Et c'est suite à cette réunion que les représentants de l'UGTA ont adressé une

correspondance dans ce sens au wali, au DSP et au directeur de l'EPH M'chedallah, et dans laquelle ils ont tenu à rappeler la bonne conduite de ces 110 vacataires travaillant depuis plusieurs années dans cet EPH.

Cependant, ces vacataires, travaillant en tant qu'agents d'entretien, de sécurité et de gardiennage ou au niveau de l'administration vivent le calvaire puisque le salaire qu'ils percevaient pour les 5 heures de temps partiel, ne suffit plus pour subvenir aux besoins de leurs familles.

«Malgré cela, ces vacataires donnent le meilleur d'eux-mêmes, et l'EPH M'chedallah a grandement besoin d'eux», témoignent les représentants de l'UGTA.

Aussi, et c'est parce que leur travail est plus qu'indispensable que leurs contrats ont été plusieurs fois renouvelés, que les représentants de l'UGTA, qui rappellent le décret présidentiel, notamment l'article 5 qui définit les types de contrats, et l'article 6 qui définit les temps partiels et les temps pleins et leurs opportunités, demandent aux responsables concernés de prendre en charge les doléances de ces travailleurs.

Dans leur correspondance, les représentants de l'UGTA, rappellent que leur action se voulait apaisante, et ce, «afin d'éviter les désagréments pouvant aller jusqu'à la paralysie totale des services de notre hôpital qui se traduira par une grève».

Y. Y.

BOUMERDÈS Deux maires de Kharrouba accusés de trafic de terres agricoles

L'ancien et l'actuel maires de la commune de Kharrouba, municipalité située au pied du barrage de Keddara, dans le centre de la wilaya de Boumerdès, ainsi que l'actuel vice-président de l'APC sont jugés distinctement par les tribunaux correctionnels de Bordj-Ménaïel et celui de la ville de Boumerdès pour le second. Ils sont accusés de trafic de terres agricoles utilisées illégalement pour la construction d'un marché de gros, complètement délaissé par la suite. Le président de l'APC en place et son adjoint ont été chacun condamnés en première instance à deux ans de prison avec sursis.

Le procureur du tribunal correctionnel de la ville de Boumerdès, où les deux prévenus ont été jugés, avait requis deux années de prison ferme. Ces deux élus sont accusés de falsification de documents, détournement de terres agricoles et délivrance illégale d'autorisation de construction et de détournement de fonds provenant des redevances de location de certains locaux de ce marché.

De son côté, le procureur du tribunal de Bordj-Ménaïel a requis cinq ans de prison ferme contre l'ancien maire de la même localité. Il est également accusé de détournement de terres agricoles. Le verdict de cette dernière affaire est attendu dans les prochains jours.

Abachi L..

L'escroc victime de sa folie des grandeurs

Il était l'objet de trois mandats d'arrêt pour plusieurs délits, mais il avait pu se mouvoir, échappant au contrôle policier. Pour ce faire, B. M., 23 ans, utilisait de fausses pièces d'identité établies au nom de membres de familles aisées de la région. Avec des noms d'emprunt, l'escroc, originaire des Issers, dans la wilaya de Boumerdès, gagnait la confiance de ses victimes. Mais cette fois-ci, les policiers de Corso, dans la même wilaya, ne se sont pas laissés bernier. Ils l'ont démasqué.

C'est à la suite de la plainte d'un loueur de véhicules, qui soupçonnait son client d'utiliser de fausses pièces d'identité, que les policiers ont commencé leurs investigations pour découvrir son véritable nom.

Il a été présenté devant la justice qui l'a inculpé d'abus de confiance, de faux et usage de faux et d'usurpation d'identité. Il a été placé sous mandat de dépôt à la prison de Tidjelabine (Boumerdès).

A. L.